

le prolétaire

bimensuel

parti communiste international (programme communiste)

Ce qui distingue notre Parti

La revendication de la ligne qui va du "Manifeste communiste" à la révolution d'Octobre et à la fondation de l'Internationale communiste; la lutte contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

11^{ème} ANNEE — N° 145

LE NUMERO :

Du 26 Février au 11 Mars 1973

0,80 F

Crise monétaire?... crise du capitalisme !

Comme les sorciers pensaient jadis éloigner les « mauvais esprits » avec des amulettes, comme les curés s'imaginaient naguère se gagner les faveurs du très-haut à coups d'encensoir, la bourgeoisie pense à présent pouvoir se débarrasser du démon de la crise en se payant de mots. Aussi discourt-elle à n'en plus finir sur la « crise monétaire » pour ne pas voir la crise du capitalisme.

Les « accords » monétaires

Lors des accords de Washington (décembre 1971), nous avions déjà signalé (Cf. *Où va le dollar ?* Prolétaire n° 118) que ces accords constituaient à peine « une trêve, imposée par les U.S.A., dans le strict domaine monétaire ». D'ailleurs, même les gouvernants et les plumentifs les plus audacieux accordaient peu de valeur à ce nouvel accord, « le-plus-important - qui - ait - jamais - été - conclu - dans - le - système - monétaire » !!! On s'en remettait sans trop d'espoir d'ailleurs, comme le prouvent les discussions européennes qui ont immédiatement suivi celles de Washington, à une renaissance de la confiance jadis inspirée par le dollar ; on sentait bien cependant plus ou moins confusément, que la confiance n'est pas une simple « donnée psychologique », mais un fait matériel qui repose sur une puissance économique et financière réelle. Or celle des Américains, bien que toujours prépondérante dans le monde, ne suffit plus à leur assurer une domination... et un crédit incontestés.

La contradiction fondamentale du mode de production capitaliste reste évidemment qu'il prépare lui-même sa propre fin en produisant trop : il étouffe de sa surproduction de marchandises, et plus la période de prospérité a été longue plus la crise sera destructrice. C'est dans cette optique qu'il faut analyser les événements qui ont cours dans la sphère monétaire et financière. D'ailleurs, la bourgeoisie elle-même, devant l'échec flagrant qui couronne l'activité fébrile déployée l'an dernier, se fait de moins en moins d'illusions et constate, tout en continuant à parler faussement de « crise monétaire », que la cause fondamentale en est la volonté de « chaque pays de vendre plus qu'il n'achète » (!) (Cf. « Le Monde », 13 février 1973).

Toutefois, consciente ou non, elle reste évidemment impuissante à apporter un remède durable à ses maux. Nous ne reviendrons pas ici sur l'histoire monétaire de l'après-guerre faite l'an dernier et toujours pleinement valable (Cf. « Où va le dollar ? »). Il nous suffit de rappeler que tout le problème réside dans la concurrence entre les divers capitalistes : c'est à celui qui s'enrichira le plus, essentiellement en vendant plus à l'étranger qu'il n'y achète, d'une part, et en allant extorquer plus de plus-value chez ses voisins que ceux-ci n'en viennent

extorquer chez lui, d'autre part.

Or, et cela démontre bien l'impuissance de la bourgeoisie à régler les crises qu'elle provoque, ces deux façons de s'enrichir ont des effets contradictoires. Vendre plus à l'étranger qu'on y achète, c'est développer les exportations, ce qui suppose que le pays considéré l'emporte dans la concurrence commerciale en obtenant une meilleure productivité dans ses entreprises nationales que ne le font ses adversaires. Toutefois, le capital ne peut se contenter de se développer dans les limites des frontières nationales : il est exporté lui aussi et va chercher fortune dans les autres nations ; mais grâce justement à ces investissements étrangers celles-ci voient leur productivité augmenter et deviennent donc de redoutables concurrentes commerciales. Les exportations de capitaux américains dans le monde (quelque 150 milliards de dollars d'actifs américains dans le monde en 1970) et leurs effets illustrent bien ce mécanisme de boomerang, puisque la puissance commerciale américaine, hier sans concurrent sérieux, a décliné aujourd'hui au point que la balance commerciale des U.S.A. est déficitaire et que les firmes allemandes et surtout japonaises montent à l'assaut du marché américain lui-même. Certains s'étonnent de cette apparente absurdité de capitaux américains, mais exportés pour pouvoir continuer à faire des profits, concurrençant, c'est-à-dire limitant les profits, des capitaux américains, mais restés sur place ; ils oublient que le capital n'a pas de patrie, si ce n'est le profit, d'une part, et de l'autre, que cette « absurdité » n'est qu'un exemple particulièrement frappant de l'anarchie foncière du mode de production capitaliste dont on ne pourra venir à bout qu'en détruisant le capitalisme (et donc les frontières nationales) à l'échelle de la planète et non, comme le rêvent les chauvins réactionnaires du P.C.F., en enfermant l'économie dans les limites étroites de la nation. Bien sûr le schéma est grossier, mais il montre bien que la bourgeoisie ne peut porter de remède efficace à cette maladie mortelle qu'est la surproduction.

La totale inefficacité des accords de Washington l'illustre d'ailleurs parfaitement : loin d'avoir diminué, le déficit de la balance des paiements des U.S.A., a encore augmenté en 1972. En effet, la « balance de base »

[c'est-à-dire les paiements courants — en gros la balance commerciale, les profits rapatriés et les dons — plus les capitaux à long terme], qui reflète les réalités économiques profondes sans interférences de la spéculation, se solde en 1972 par un déficit de 10 milliards de dollars, contre un déficit de 9,4 milliards en 71 et de 3 milliards en 70.

En clair, cela signifie qu'il ne suffit pas de réaligner les monnaies pour revitaliser un appareil productif : les Japonais et les Allemands sont devenus des concurrents tellement puissants qu'ils semblent avoir pu surmonter parfaitement le handicap que constituait la hausse relative importante du prix de leurs produits par rapport à celui des marchandises américaines (respectivement 15,55 % et 12,50 %) lors de la première dévaluation du dollar. Les Américains lancent donc une nouvelle offensive commerciale en dévaluant à nouveau de 10 %, ce qui diminue d'autant le prix de leurs marchandises sur le marché mondial, les marchandises allemandes augmentant de 11 % sur le marché américain et les marchandises japonaises sans doute plus encore (le yen « flotte »). Le dollar restant monnaie internationale bien qu'il soit désormais inconvertible, les « partenaires » des U.S.A. ne peuvent que s'incliner devant leur diktat ; toutefois, s'il est vrai que l'Europe... désunie et le Japon sont encore trop faibles pour s'opposer réellement aux décisions américaines, il n'en est pas moins vrai que le fait de dévaluer est un signe de

(Suite page 4)

A qui la faute ?

Justement émues par l'incendie du C.E.S. de la rue E.-Pailleron, une fédération de parents d'élèves et la F.E.N. appellent à une journée d'arrêt de travail de l'Education Nationale « pour saluer la mémoire des victimes, élèves, professeurs et agents de service et s'associer à la douleur des familles durement éprouvées ».

Ce deuil et ces protestations sont certainement légitimes. Mais il ne suffit pas de pleurer ces malheureux ; il faut dire bien haut de quoi ils sont victimes. Du même système qui cause quotidiennement la mort de milliers d'hommes, par accidents du travail, sur les chantiers, dans les mines, sur les routes, dans les usines ; par maladies du travail et détérioration de l'organisme dans tous les hauts lieux de l'industrie ; par les armes dans tous les endroits où la violence de la compétition capitaliste se fait patente : Indochine, Moyen-Orient, Amérique latine, Irlande, Afrique, ou, comme près de Douala, « on fusille les meneurs du mouvement dans la cour de l'usine », et enfin, « simplement », par la faim.

Les enfants, agents de service et enseignants morts rue E.-Pailleron sont, comme les enfants et jeunes gens tués naguère par des « avalanches », VICTIMES DE LA RENTABILITE : de la nécessité pour le capitalisme de produire tout au plus bas prix possible — aliments, machines, force de travail —, d'ECONOMISER sur son prix de revient afin que ses bénéficiaires investis le rendent concurrentiel. Tant que le capitalisme régnera, il économisera l'argent aux dépens de la vie humaine. Et plus son taux de profit baissera, plus il sera forcé de pressurer cette vie et de la passer aux pertes et profits.

Aucun changement politique qui remplacerait une équipe gouvernementale par une autre n'y changera rien, tant que l'Etat n'aura d'autre objectif que de défendre l'économie nationale sur le marché mondial, c'est-à-dire d'accroître la productivité et de produire au meilleur prix pour battre le concurrent. Quelle que soit son étiquette, tout Etat qui respecte la loi de la valeur ne peut qu'économiser au maximum sur les frais de production — c'est-à-dire dilapider la vie humaine. Une quelconque modification dans la répartition du budget est impuissante à y obvier : dans le meilleur des cas, des « victimes » de l'Education Nationale seraient remplacées par d'autres, dans les Travaux Publics ou ailleurs. Bel avantage ! Allons-nous choisir les victimes du système qui nous opprime tous ?

Ce que nous rappelle ce genre d'accidents — et que cet incendie ait été allumé par des élèves ne modifie en rien la solidité des matériaux employés ni la vérité de notre démonstration —, c'est L'INHUMANITE FONCIERE DU CAPITALISME, qui a toujours sacrifié et sacrifiera toujours le travail vivant — les hommes — au travail mort — le capital. Glorifier l'expansion et pleurer ses victimes n'est qu'aveuglement ou hypocrisie.

Seul un régime qui n'obéira plus à la loi de la valeur, parce qu'il ne produira plus de « valeurs d'échange » mais s'efforcera de satisfaire les besoins des hommes, fera diminuer le nombre des victimes — n'abandonnant à la nature que celles qu'il ne pourra sauver. Et ce régime, qui nous fera passer du « règne de la nécessité (si cruel) dans celui de la liberté », seul l'Etat de la classe victime par excellence du système actuel, seule LA DICTATURE DU PROLETARIAT pourra l'instaurer.

A PROPOS DE LA GREVE CHEZ BULL

La lutte contre le réformisme est inséparable de la lutte contre le capital

Dans la préparation de la grande farce électorale, les conflits du travail ont peu de faveurs, comme ceux de Berliet ou de Vittel, ou sont même complètement ignorés, comme celui de Renault Billancourt début février ou celui qui, chez Honeywell-Bull, a duré plus de quarante jours, entraînant une partie des travailleurs dans une grève illimitée de trois semaines pour des revendications salariales, grève qui s'est terminée par la reprise du travail sans aucun succès économique.

Dans tous ces conflits, les intérêts de la lutte prolétarienne sont foulés aux pieds, avec ou sans ménagements, par la C.G.T. tandis que la C.F.D.T. montre également dans les faits ce dont elle est capable : chez Bull, dont nous retiendrons l'exemple pour sa valeur illustrative, le sabotage pur et simple de la lutte s'est fait en canalisant au début les énergies vers des mouvements d'une demi-heure (appelés « nouvelles » formes de lutte), puis dans le refus de se solidariser avec toute tentative d'organisation d'un élargissement du mouvement aux autres établissements ; dans les tentatives d'organiser les non-grévistes en tant que tels ; dans la division entre ceux qui luttent de façon illimitée et ceux qui reconduisaient le mouvement, etc... Bref, dans le refus de tout ce qui pouvait signifier lutte de classe, solidarité de classe.

Il ne faudrait pas imaginer que le sabotage des luttes actuelles est dû à des raisons contingentes et notamment à la préparation des élections, ce qui laisserait entendre qu'en l'absence de perspective électorale immédiate, la C.G.T. pourrait défendre les intérêts de la lutte ouvrière. En réalité, le sabotage de la lutte est inséparable de l'orientation politique de la C.G.T. Et cette orientation n'est pas différente suivant les usines, mais unique ; elle n'est pas propre à la C.G.T., mais commune à de nombreuses organisations dans tous les pays ; elle n'est pas accidentelle, mais exprime un courant historique invariant contre lequel a dû plusieurs fois se forger et se reforger le mouvement communiste et qu'il n'a jamais cessé de combattre : ce courant dont la C.G.T. est depuis longtemps ici le représentant sur le plan économique comme le P.C.F. sur le plan

politique, c'est le réformisme.

Quel que soit le nom dont il s'affuble (démocrate, ouvrier, socialiste et même communiste), le réformisme présente le marché et le salariat, les nations et leurs Etats, bref le capitalisme, comme éternels. Mais ce capitalisme, il le rêve sans concurrence, sans anarchie du marché, sans antagonismes entre les classes sociales, les capitaux et les Etats. L'avènement de ce monstre historique serait le résultat de la démocratie « nouvelle », « renouvelée », « véritable », « avancée », etc... qui supposerait « l'union de toutes les forces démocratiques ».

C'est à cette perspective misérable, qui n'est en fait que l'idéalisation réactionnaire des intérêts des couches salariées achetées par les riches bourgeoisies impérialistes, que le réformisme subordonne son attitude dans les luttes sociales. Il ne refuse pas de participer à toute lutte du moment que ces luttes n'entrent pas en contradiction avec son orientation politique, du moment que ces luttes lui permettent d'impulser sa politique de collaboration des classes. C'est en parfaite cohérence avec ses principes et son orientation que dans les luttes économiques il est conduit à opposer à la solidarité de classe une solidarité interclassiste et à soumettre dans les faits les intérêts de classe du prolétariat à ceux des

(Suite page 4)

PERMANENCES DU PARTI

- A PARIS : 20, rue Jean-Bouton (12^e) - Métro Gare de Lyon - Escalier métallique au fond de la cour à gauche. Le samedi, de 15 h. à 19 h., et le dimanche, de 10 h. à 12 h.
- A MARSEILLE : Le samedi, de 14 h. 30 à 17 h. 30, au siège du « Prolétaire », 7, cours d'Estienne-d'Orves (4^e étage).

REUNION GÉNÉRALE DU PARTI

30-31 Décembre 1972

Les deux rapports présentés à la réunion générale des 30-31 décembre écoulé étant destinés, l'un à la publication dans un prochain numéro de la revue théorique internationale « Programme communiste », l'autre à être développé (car il s'agissait d'un simple plan général) dans le volume III de la « Storia della Sinistra Comunista », à la préparation de laquelle Storcio et Sinis Degronis, toutes les forces du Parti, nous n'en donnerons ici qu'un bref aperçu d'ensemble à seule fin de montrer la place qu'occupent ces rapports dans notre travail collectif.

L'INDE

Le premier rapport traitait de l'Inde et se rattachait au thème de la question nationale et coloniale, développé lors de la réunion précédente (le compte rendu abrégé a paru dans le numéro 143 du « Prolétaire », en attendant la publication intégrale dans le n° 59 de « Programme communiste » ; un rapport sur la Chine, qui sera présenté à la réunion générale ce printemps viendra les compléter. Il ne faut pas oublier que se retenant en 1853, le grand problème : « L'humanité peut-elle accomplir son destin sans une profonde révolution dans les rapports sociaux en Asie ? » et que l'Internationale, en 1920, entreprit d'intégrer dans la stratégie mondiale du prolétariat communiste les mouvements nationaux (qui sont aussi nécessairement des mouvements de révolution sociale) dans les aires colonisées ou contrôlées par l'impérialisme, dont l'Asie était et demeure l'épicentre

Si le rapport fit précéder les deux parties conclusives, portant respectivement sur « Le mouvement national indien et sa révolution par le haut » et « L'Inde moderne et sa révolution » de deux longues parties introductives sur « L'Inde classique et le mode de production asiatique » et « L'Inde britannique et l'accumulation primitive », ce n'est pas par un scrupule académique d'érudition historiographique, mais pour des raisons précises d'ordre théorique et donc aussi politique. Il faut en effet remonter au-delà de la toute première histoire de l'Inde, jusqu'à sa préhistoire, pour avoir une claire notion de la structure économique et sociale qui forme l'axe et la constante de l'histoire asiatique et particulièrement indienne : une large base de communautés de village, se suffisant à elles-mêmes, enfermées dans une division du travail rigide et immuable, combinant l'agriculture et l'artisanat domestique et ignorant la propriété du sol, et au-dessus de ce réseau d'unités apparemment indépendantes, un Etat central, remplissant la fonction économique et productive cruciale de réglementer les ressources hydrauliques (ainsi que de distribuer le sel et le fer) et s'appropriant, essentiellement à cette fin, à titre d'impôt, la rente foncière des communautés agraires.

C'est le « mode de production asiatique » dans sa forme « pure », comme l'écrivit Marx dans le livre I du Capital : « La simplicité de l'organisation productive de ces communautés qui se suffisent à elles-mêmes, se reproduisent constamment

ment sous la même forme, et une fois détruites accidentellement, se reconstituent au même lieu avec le même nom, nous fournit la clef de l'immutabilité des sociétés asiatiques, immutabilité qui contraste d'une manière si étrange avec la dissolution et la reconstruction incessantes des Etats asiatiques, les changements violents de leurs dynasties. La structure des éléments économiques fondamentaux de la société reste hors des atteintes de toutes les tourmentes de la région politique ».

Cette « immutabilité », cette « fixité » — qui se retrouvent à tous les niveaux de la vie collective et par conséquent également dans ses manifestations idéologiques, artistiques et religieuses — se brise pour la première fois sous l'effet d'une « tourmente » qui n'est plus circonscrite à la « région politique » : l'arrivée des Anglais ; et ce n'est qu'en prenant ce fait comme point de départ (autre démenti du caractère « académique » de la recherche menée par le Parti au cours de cette réunion et de nombreuses autres) que l'on comprend le bouleversement profond et catastrophique causé par l'« impact » de cette puissance sociale mobile par excellence, n'admettant point de structures rigides qu'est le Capital [il en admet tellement peu qu'il creuse lui-même sa propre tombe par son instabilité permanente et son incontrôlable « diable au corps »]. En fait, lorsqu'au XVIII^e siècle apparurent sur les côtes de l'Inde les Clive et les Dupleix, il ne débarqua pas une de ces paires d'aventuriers ennemis entre eux, comme ces régions en avaient vu tant depuis des siècles et des millénaires sans que l'équilibre fondamental d'une civilisation « sans histoire » en fût troublé, mais un nouveau mode de production ; la marche triomphale de la Compagnie des Indes après l'expulsion définitive des Français ne fut que la finitive des Français en habits britanniques de S.M. le capital. Sous la violence du choc, les structures demeurent jusqu'alors stables et inchangées, volèrent en éclats : refaisant à reculons le chemin des invasions qui s'étaient historiquement succédé en Inde, les agents du capitalisme commencent par implanter leur comptoir, signant des contrats usuraires avec les artisans locaux et prêtant de l'argent aux puissants. Puis, dressant les uns contre les autres les principautés locales, ils soumettent à leur contrôle les administrations provinciales, pillant et dépouillant les communautés agricoles grâce à une fiscalité accrue,

à des tributs en argent ainsi qu'en nature, toujours plus lourds et dépourvus de leur signification historique (on laissa les travaux publics et en particulier les canalisations tomber en désuétude ; les famines, épidémies et autres fléaux dits « naturels » furent, en tant que phénomènes généralisés, un cadeau typiquement anglais et par anglais il faut entendre « capitaliste »). Un pas de plus, et la propriété privée du sol, jusqu'alors inconnue, fit pour la première fois son apparition, sous la double forme du système zamindari et ryotwari, tous deux introduits pour assurer une croissance en proportion géométrique du rendement des impôts. Et comme le veulent les lois de l'accumulation primitive, cette propriété, sitôt née, fut progressivement détruite ou survécut en se mettant à la traîne de l'échange généralisé, et par conséquent de la monnaie et de l'usure. Ne constituant plus désormais l'élément vital de l'économie, mais un véritable poison, la fiscalité, en très rapide accroissement, fut promue à la fonction d'agent de transmission privilégié de la production et de l'échange mercantiles et de l'économie monétaire ; la machine, déjà lourde mais pas uniquement spatiale, de l'Etat devint un gigantesque rouleau compresseur écrasant les antiques communautés de village et leurs dignes de protection millénaires ; l'œuvre destructrice des exacteurs ne suffisant pas, il fallut faire place aux marchandises britanniques qui détruisaient l'industrie domestique, déjà condamnée par la rupture de sa relation naturelle avec l'agriculture primitive ; le réseau des communications routières et ferroviaires, rendues indispensables par la généralisation de l'échange, acheva le processus d'érosion galopante des structures sociales, tandis que dialectiquement les envahisseurs dernier-modèle jetaient les bases d'un capitalisme local extrêmement dépendant et fragile C'était la fin de l'Inde antique ; la nouvelle naissait dans un tourbillon de déséquilibres effrayants, sur les « os des tisserands qui blanchissaient les plaines du Bengale », dans le cadre d'une économie coloniale de rapine, féroce mais tout ce qu'il y a de plus civilisée.

Il n'est pas surprenant (on ne fait que survoler ici un développement dont le rapport a exposé les moindres détails, en mettant en évidence l'enchaînement des différentes phases) que les classes dominantes indigènes naissantes, des propriétaires fonciers d'une part et des marchands puis des industriels capitalistes de l'autre, que ces classes, ayant poussé à l'ombre de la domination anglaise et donc à la fois parasites et parasitées, n'aient fait preuve d'aucune sérieuse volonté révolutionnaire-bourgeoise : mal assurées et couraillées, étroitement dépendantes du patron étranger, elles n'ont jamais conçu l'indépendance autrement que dans le cadre du Commonwealth britannique et sur la base des absurdes divisions imposées par les colonisateurs (l'unité physique elle-même, pour ne pas parler de l'unité linguistique, n'est

pas encore réalisée ; l'Etat unitaire indien est une fédération aux mailles très lâches, présentant d'innombrables survivances locales, régie par des lois et des coutumes extrêmement variées). Il n'est pas étonnant que l'histoire du Parti du Congrès dans ses rapports avec la puissance anglaise, soit fleurie de hauts faits accomplis, de marchandages obscènes, d'une corresponsabilité totale dans la répression des mouvements paysans et ouvriers après la première guerre mondiale, de son adhésion à l'effort militaire des « démocraties » dans la seconde.

Comment s'étonner que cette bourgeoisie, née parasitaire, se soit vautrée dans un parasitisme encore plus marqué après que les Anglais aient débarrassé le territoire national ; que sa « réforme agraire » se soit limitée au minimum homéopathique absolu d'une adaptation superficielle de l'économie agraire aux exigences du marché mondial et n'ait supprimé aucun des déséquilibres fondamentaux du pays, qu'elle n'ait pas remédié à son arriération fondamentale et n'ait pas non plus détruit — bien au contraire ! — les survivances les plus anachroniques de son passé ? Comment s'étonner que sa « révolution nationale » ait conservé les caractères falots des « révolutions bourgeoises par le haut » ou « à la russe », lentes, timides, empêtrées de compromis, enfermées dans des limites étroites, et du point de vue même des intérêts du développement capitaliste, extraordinairement myopes, avec leurs contrecoups habituels qui font les choux gras des folliculaires (la misère atroce, l'absurde exode des populations paysannes vers les villes, la famine que ne « justifie » pas même une excessive densité démographique si l'on considère l'abondance des ressources naturelles, l'obscurantisme qui tient bon dans ce tourbillon de « culture » technologique ultramoderne, la corruption administrative, le gaspillage économique, un chauvinisme aussi lâche que pompeux).

Tout cela fait que l'Inde souffre aujourd'hui, comme Marx le disait de l'Allemagne dans la seconde

moitié du siècle dernier « à la fois du développement de la production capitaliste et de l'absence de ce développement », du tumulte du présent et de l'inertie du passé ; du poids millénaire de ses misères aggravé de la spoliation de ses conquêtes ; de son progressisme et de son archaïsme

Les problèmes d'une double révolution — ceux que Marx indiquait en 1850 pour l'Europe encore semi-féodale, et Lénine en 1905, se fondant sur Marx et Engels, pour l'Orient européen et plus précisément pour la Russie — attendent encore leur solution comme à l'époque du II^e Congrès de l'Internationale Communiste : les petits pas en avant sur le plan de la superstructure (« indépendance », « république », « démocratie politique ») loin de marquer un progrès, cachent la permanence des plus graves problèmes économiques et sociaux, en particulier dans les campagnes. Ce sont là les problèmes non pas du socialisme mais de la « révolution bourgeoise poussée jusqu'au bout » ; problèmes que, comme dans la Russie de « Deux tactiques de la social-démocratie » de Lénine, seul le prolétariat peut résoudre en se plaçant à la tête des masses paysannes, tout en luttant en même temps pour le dépassement de la « révolution bourgeoise conséquente », ce qui sera possible lorsque la conjoncture internationale ramènera au premier plan, comme il est inévitable qu'elle le fasse un jour, le protagoniste de la révolution non plus double mais unique : le prolétariat communiste international. La perspective reste donc celle, correctement comprise, de la « dictature démocratique des ouvriers et des paysans », sans laquelle le cycle de la « révolution bourgeoise par le haut » se déroulerait avec une lenteur, une indécision et une inefficacité mortelles (à moins qu'une énième guerre locale ou un conflit généralisé n'y mette un terme) et sans laquelle la perspective socialiste serait reportée encore plus loin. Souhaitons avec Engels : **que les grandes destinées s'accomplissent !**

(Le compte rendu du second rapport paraîtra dans le prochain numéro).

Concorde... la galère !

Le supersonique Concorde, après avoir été employé à toutes les sauces, ici symbole de la collaboration franco-britannique, là merveille de la technologie européenne, est en passe de se révéler tout simplement comme un témoignage éclatant de l'anarchie capitaliste.

La concurrence oblige les diverses entreprises capitalistes à inventer et fabriquer des produits toujours plus nouveaux, toujours plus nombreux, des machines toujours plus puissantes, etc... Mais, c'est la loi fondamentale du capitalisme, tout produit doit être une marchandise ; c'est-à-dire, avoir une valeur d'échange et une valeur d'usage.

Or, il n'a ni l'une ni l'autre tant que l'échange ne vient pas l'établir dans les faits. Et cette preuve manque justement à Concorde, si, bien sûr, on exclut les cas où le fabricant se transforme subrepticement en acheteur.

Bien entendu, ce n'est pas la première fois qu'un mauvais produit ou qu'un encombrement du marché nous permet de vérifier cette loi. Mais le fait revêt une dimension particulière quand les entrepreneurs capitalistes déçus sont deux Etats nationaux parmi les plus puissants. Mettant, une fois de plus, la concentration du capital au service de son accumulation, ces deux vieux Etats espéraient ainsi tailler à leurs capitalismes nationaux respectifs une bonne place dans l'industrie de l'aérospatial.

Leur échec, peu nous importe ici qu'il soit dû à la mauvaise qualité du produit ou au protectionnisme américain, illustre parfaitement les contradictions du système capitaliste où le marché est un despote qui soumet l'ensemble de la société à ses lois. Et que le capitaliste collectif, l'Etat, se substitue aux capitalistes individuels ne permet pas d'y échapper, comme nous pouvons le constater une fois de plus.

Aussi, alors que partis bourgeois et partis opportunistes s'entendent pour dénoncer qui le protectionnisme américain, qui les directeurs du projet, nous reprochent en ce qui nous concerne notre vieille rengaine : c'est le capital qui aujourd'hui encore fait planer de la misère sur les ouvriers de Toulouse et de Bristol ! Et ils n'ont d'autre perspective que de faire couler une fois pour toute cette galère qu'est le salariat !

Sous presse

PROGRAMME COMMUNISTE
N° 58

SOMMAIRE

- La tragédie vietnamienne confirme les positions classiques du communisme
- Sur « Le Hasard et la Nécessité » : Comment M. Monod terrasse la dialectique
- La Gauche marxiste d'Italie et le mouvement communiste international

Le numéro double: 10 F. Commandes au " Prolétaire "

SOUSCRIPTION PERMANENTE 1973

Liste N° 2

Roméo 70 ; Ferr-Brésil 100 ; 3.130,60 ; R. et R. 40 ; Canada soutien 100 ; Emile 17 ; Canada soutien 100 ; J.-C. 17 ; Jean soutien 70 ; Christian 15 ; Au local 86,20 ; Nisbet 15 ; Anonyme 20 ; Alain 5 ; Adolphe 10 ; Jean soutien 20 ; Jean, soutien 20 ; Etoile 50.
Total liste n° 2 . . . 3.806,40 F
Total précédent . . . 1.226,00 F
Total général . . . 5.032,40 F

LA LEGALITE NOUS TUE

La première partie de cet article a paru dans le numéro 144 de « Prolétaire ».

C'est là une négation en même temps qu'une contre- façon du marxisme :

« C'est dans le sens le plus étroit du mot, c'est-à-dire en entendant par portée internationale la valeur internationale ou la répétition historique inévitable, à l'échelle internationale, de ce qui s'est passé chez nous, que cette portée peut être attribuée à certains traits essentiels de notre révolution (...) les bolcheviks ne se seraient pas maintenus au pouvoir (...) pas même deux mois et demi, sans la discipline la plus rigoureuse, sans la véritable discipline de fer dans notre Parti, sans l'appui total et indéfectible accordé à ce dernier par toute la masse de la classe ouvrière, c'est-à-dire par tout ce qu'elle possède de pensant, d'honnête, de dévoué jusqu'à l'abnégation, d'influent, d'apte à conduire derrière soi ou à entraîner les couches arriérées.

La dictature du prolétariat, c'est la guerre la plus héroïque et la plus implacable de la classe nouvelle contre un ennemi plus puissant, contre la bourgeoisie dont la résistance est décuplée du fait de son renversement (ne fût-ce que dans un seul pays) et dont la puissance ne réside pas seulement dans la force du capital international, dans la force et la solidité des liaisons internationales de la bourgeoisie, mais encore dans la force de l'habitude, dans la force de la petite production, car, malheureusement, il reste encore au monde une très, très grande quantité de petite production, or, la petite production engendre le capitalisme et la bourgeoisie constamment, chaque jour, chaque heure, d'une manière spontanée et dans de vastes proportions. Pour toutes ces raisons, la dictature du prolétariat est indispensable, et vaincre la bourgeoisie est impossible sans une guerre prolongée, opiniâtre, acharnée, sans une guerre à mort qui exige la maîtrise de soi, la discipline, la fermeté, une volonté unie et inflexible.

Je le répète, l'expérience de la dictature prolétarienne victorieuse en Russie, a montré clairement à ceux qui ne savent pas penser ou qui n'ont pas eu l'occasion de méditer ce problème, qu'une centralisation absolue et la plus vigoureuse discipline du prolétariat sont une des conditions essentielles pour pouvoir vaincre la bourgeoisie. »

(Lénine, l'extrémisme, maladie infantile du communisme, 27 avril 1920).

Tel est l'enseignement de toute l'histoire des conflits entre prolétariat et bourgeoisie. Dans certaines circonstances, la prise du pouvoir peut être relativement aisée au début, comme ce fut le cas les 25 octobre, 7 novembre à Pétrograd ; dans les aires de double révolution, elle peut assumer la forme d'une action majoritaire, comme en Russie si l'on considère les soviets, mais certainement pas si l'on considère l'Assemblée constituante. Même à supposer (mais sans le concéder) que ces circonstances se présentent à nouveau, l'installation effective au pouvoir exige la victoire dans la guerre civile inévitable, l'exécution intranquillante des mesures despotiques et terroristes établissant la dictature du prolétariat : et à cela, il faut que le parti se prépare.

La classe bourgeoise et ses représentants les plus intelligents savent parfaitement tout cela. Le cacher au prolétariat ne sert nullement à la tromper, pas plus que cela ne servit à tromper les Junkers bismarckiens. « On ne peut tromper les classes, écrivait justement Trotsky (1928). Cela vaut pour toutes les classes, si l'on

considère les choses du point de vue historique général ; mais cela vaut plus particulièrement et directement pour les classes dominantes, possédantes, exploitatrices, cultivées. Leur expérience du monde est tellement grande, leur instinct de classe tellement exercé, leurs organes d'espionnage tellement variés qu'en tentant de les tromper, en feignant d'être ce que l'on n'est pas, on finit par faire tomber dans le piège non pas les ennemis, mais les amis ». Mais cela vaut pour les prétendus révolutionnaires (par exemple les trotskystes) qui s'imaginent pouvoir tirer la ligne marxiste du centrisme comme un lapin d'un chapeau grâce à des manèges adéquats comme « l'entrisme » ou le « frontisme », car les centristes eux-mêmes ne pensent certainement pas à tromper les classes dominantes ; s'ils professent occasionnellement un tel machiavélisme, c'est exclusivement pour tromper les ouvriers qui les suivent.

Soit qu'il revendique le légalisme avec des moyens « illégaux » ou promette de subordonner des actions frisant « l'illégalité » aux institutions légales des nouvelles majorités, soit qu'il vaille le réformisme révolutionnaire ou la révolution réformiste, le centrisme constitue une excoissance nécessaire de l'opportunisme de droite et est destiné historiquement à le relayer.

Telle est l'unique fonction réelle de l'assertion centriste selon laquelle un « solide » parti prolétarien pourrait, dans le cadre d'une absolue liberté tactique, agir sur un plan exclusivement légal, pour passer ensuite à l'improvisiste à l'emploi de moyens subversifs. Or même « provisoires », une pratique exclusivement ou essentiellement légale rend impossible, même du point de vue purement technico-organisateur, un tel recours à des méthodes et à des armes révolutionnaires. En d'autres termes le soi-disant machiavélisme centriste implique le désarmement du parti, tout comme la tactique improvisée en fonction des situations contingentes empêche le parti de se préparer d'avance à toujours réagir selon une ligne adéquate et correcte aux diverses situations possibles et facilite son adaptation à une prétendue ligne de moindre résistance qui équivaut en réalité à céder systématiquement...

Dans tous ses aspects ou dans certains d'entre eux, cette orientation a été défendue par des formations très diverses, et pas seulement par les staliniens ou par les centristes « classiques » comme les maximalistes italiens ou les indépendants allemands des années 20.

Par exemple, il ya toujours eu un certain fatalisme « révolutionnaire » dans l'attitude du spartakisme, que fut indubitablement lié à une sous-estimation fondamentale du rôle du parti (et, vice-versa, à une surestimation des possibilités d'auto-direction révolutionnaire du mouvement spontané des masses). Cela le conduisit soit à des théorisations suivistes et, à la limite, à l'assimilation de l'insurrection avec la grève générale, soit à l'incompréhension du rôle contre-révolutionnaire du centrisme. De la même façon, le trotskysme qui finit par déclarer que certaines fractions centristes pouvaient évoluer vers des positions révolutionnaires apparaît et est en de multiples occasions le flanc-garde du centrisme dans son « programme de transition » des expédients et des directives typiquement centristes.

Justement dans la question de la prise et de la défense du pouvoir et de la critique des diffé-

rentes nuances du légalisme, le spartakisme et le trotskysme ont été extrêmement équivoques, se confondant objectivement avec le centrisme. Le cas de Trotsky est paradoxal puisqu'à plusieurs reprises, il se prononça de la façon la plus nette sur ces problèmes (ne fût-ce que comme technicien militaire) critiquant entre autres le fatalisme « révolutionnaire » du spartakisme. Il est vrai que dans ces occasions, Trotsky n'était pas trotskyste, c'est-à-dire ne se référait pas à ses interprétations particulières du processus révolutionnaire, mais se rattachait expressément à la grande tradition bolchevique.

A l'exception du bolchevisme justement (à partir de 1903) et de la Gauche « italienne » (pendant la première guerre mondiale), « l'opposition de gauche » aux tendances dominantes de la II^e Internationale fit en réalité des concessions essentielles et funestes au centrisme justement sur ces questions vitales. Nous en trouvons un exemple chez Daniel de Léon, théoricien de l'unionisme et du Socialist Labor Party des

Un précurseur américain du centrisme : De Léon

Daniel de Léon (cité par Arnold Petersen dans *La démocratie prolétarienne contre la dictature et le despotisme*, 13 décembre 1931, New-York, 1968) en tirait pretexte pour soutenir que :

« La force physique » exigée par l'acte révolutionnaire est inhérente à l'organisation économique... ; l'élément de la « force » consiste non dans l'organisation militaire ou dans une quelconque organisation impliquant la violence, mais bien dans la structure de l'organisation économique, structure échappant à la violence qui lui est faite, capable de la briser et par conséquent de rendre superflu ou au moins secondaire ou purement accessoire l'exercice d'une contre-violence » (page 54). Soit dit en passant, l'*Ordine nuovo* défendait des opinions de ce genre, tout comme les conseillistes actuels, sans que les historiens officiels aient jamais pensé à les ranger parmi les « centristes », eux qui au contraire revendiquent la ligne purement prolétarienne du marxisme occidental évolué contre le jacobinisme bolchevique, ce « blanquisme à la sauce tartare ».

« Une organisation militaire, disait de Léon, implique non pas une ou deux, mais toute une série de choses. Les bombes et les explosifs en général peuvent ne pas être pris en considération, étant donné qu'une force organisée ne peut les employer que de façon accessoire et certes pas exclusive.

« Avant tout, il faut de la poudre ; la meilleure poudre, pour être utilisée, exige des projectiles ; la meilleure poudre et les meilleurs projectiles sont inutiles sans fusils, et les fusils de mauvaise qualité ne sont pas de grande valeur face aux fusils modernes dont la classe capitaliste dispose. L'organisation militaire du prolétariat révolutionnaire exigera les armes les plus efficaces. Souvent, on nous demande, dans le camp capitaliste : où trouverez-vous l'argent pour acheter les chemins de fer et les autres entreprises capitalistes ? Question stupide puisque personne ne se propose ni ne se mettra dans le cas d'« acheter » tout cela. Mais la question : où le prolétariat prendra-t-il les milliards nécessaires pour se procurer un tel équipement militaire ? n'est nullement stupide : elle est au contraire extrêmement pertinente.

« Supposons qu'on trouve les milliards. Quand ils ne savent pas s'en servir, les armes sont surtout dangereuses pour ceux qui les manient. Le manque d'entraînement militaire des masses ne peut que nuire à leurs mouve-

ments. Ouet comment ces masses pourraient-elles s'entraîner à l'usage des armes, aux exercices militaires ? Où et comment pourraient-elles le faire en secret, puisque le faire publiquement est de toute évidence hors de question ?

« Comme on sait, Engels écrivait dans l'*Anti-Dühring* (2^e partie, Ch, III) :

« Le révolver triomphe de l'épée et même l'amateur d'axiomes le plus puéril concevra sans doute que la violence n'est pas un simple acte de volonté, mais exige pour sa mise en œuvre des conditions préalables très réelles, notamment des instruments, dont le plus parfait l'emporte sur le moins parfait ; qu'en outre ces instruments doivent être produits, ce qui signifie aussi que le producteur d'instruments de violence plus parfaits, grossièrement parlant des armes, l'emporte sur le producteur des moins parfaits et qu'en un mot la victoire de la violence repose sur la production d'armes, et celle-ci à son tour sur la production en général, donc... sur la « puissance économique », sur l'état économique », sur les moyens matériels qui sont à la disposition de la violence. »

« Supposons enfin que le problème des milliards soit résolu ainsi que celui plus insoluble encore de l'entraînement et des exercices militaires ; supposons que l'organisation militaire du prolétariat se soit réalisée et ait triomphé. A ce moment, elle devrait immédiatement se dissoudre. Non seulement elle n'aura pas été capable dans la phase préparatoire de fournir au prolétariat cette protection que l'union révolutionnaire pourrait lui offrir, mais tout l'équipement de cette organisation militaire, tout l'argent qu'elle aura coûté, tous les stratagèmes qu'elle aura enseignés et le temps qu'elle aura passé à le faire seront absolument perdus : les épées devront être remplacées par les faux, les fusils par les charrues et il faudra désapprendre toute la science militaire » (pp. 55-57).

Le 18 juillet 1905, de Léon écrivait (cf. *La reconstruction socialiste de la société - le vote industriel*, New-York 1968) :

« Le bulletin de vote est une arme civilisée ; le bulletin de vote est une arme qu'aucun mouvement révolutionnaire contemporain ne peut ignorer, si ce n'est à ses risques et périls ; le bulletin de vote socialiste est l'emblème du droit » (p. 48).

« Regardez l'Europe : sous divers aspects importants, c'est l'esprit féodal qui y prédomine, et cela résulte de la survivance d'institutions féodales dans de vastes secteurs. En Europe, même la classe capitaliste est inféodée (« faudalized »), même en dehors des éléments féodaux qui ont survécu. Bien que marqué de tous les vices du décalogue, le seigneur féodal est parfaitement exempt d'un vice : la lâcheté ; le courage est (...) le thème dominant des fables de son enfance, les actes de courage (...) le modèle idéal qu'il suit. Prenons par exemple l'empereur d'Allemagne à moitié fou et à moitié boiteux : celui-là se battra à tout prix. En Europe, une solution pacifique de la question sociale est totalement exclue. »

En Amérique, par contre, le capitaliste « pur » non « inféodé » est essentiellement un coquin dit De Léon : un coquin est un fanfaron et un couard. « En lâche qu'il est, il jouera les despotes, comme nous voyons la classe capitaliste le faire contre la classe

ouvrière qui est faible, dans la mesure où elle est désorganisée. Mais face à la force, le fanfaron se dégonfle ! Quand la température politique atteindra le point d'ébullition, malgré toutes les manipulations qu'il pourra faire subir au thermomètre, notre capitaliste mollira, il n'aura aucune envie de combattre et se sauvera à toutes jambes (Engels écrivait au contraire : « Le jour où le thermomètre du suffrage universel indiquera le point d'ébullition pour les ouvriers, ceux-ci sauront ce qu'ils auront à faire, et les capitalistes le sauront également. »)

« Mais, observe De Léon, (et nous prions le lecteur de lire avec attention ce dernier paragraphe), peut-être le capitaliste ne s'enfuira-t-il pas ; aveuglé par la rage, peut-être résistera-t-il. Tant pis pour lui. Le pouvoir impliqué dans l'organisation industrielle de la classe ouvrière du pays sera largement de taille à balayer dans les plus brefs délais de la surface de la terre l'usurpateur rebelle, et de défendre le droit proclamé par le bulletin de vote (pp. 53-54) ».

Se référant expressément au discours d'Amsterdam de Marx (1872), Petersen, théoricien déléoniste qualifié, écrit (op. citée p. 62) : « La pro-slavery rebellion (révolte pro-esclavagiste) se heurterait dans ce pays, à supposer qu'on la tente, à la force accablante du prolétariat organisé en Unions industrielles invincibles et intégrales (sic !). »

Après avoir terrorisé les ouvriers en projetant sur l'écran à l'aide de sa lanterne magique l'invincible dieu Mars capitaliste, voilà que toujours par le même stratagème, De Léon présente le monstrueux appareil contre-révolutionnaire qu'est l'Etat bourgeois comme quelque chose de presque ridicule, que par la seule vertu de leur nombre les travailleurs (armés sans doute de « faux et de charrues ») peuvent aisément liquider ! Il admet que l'on peut être contraint à réprimer les tentatives contre révolutionnaires de la bourgeoisie, mais il pense que cela est possible sans que les avant-gardes prolétariennes y soient préparées. Il n'exclut pas l'éventualité d'une pro-slavery rebellion qui, niant le résultat des élections, imposerait au prolétariat de conquérir le pouvoir (ou de défendre le pouvoir conquis) par la violence, c'est-à-dire la guerre civile. Mais selon lui, il suffirait pour cela que les prolétaires soient armés du bulletin de vote ou de la carte d'adhérent au syndicat industriel présumé « révolutionnaire ». A moins que les « faux et les charrues soient au dernier moment reconverties en armes ?

Ironie mis à part, nous sommes ici en présence d'une conception qui n'est pas sans analogies avec celle du centrisme classique, qui lui est postérieur. Au II^e Congrès de l'Internationale communiste, les représentants du parti indépendant, Crispin et Dittmann, allèrent jusqu'à affirmer que certaines choses... se font (éventuellement), mais ne se disent pas, afin de ne pas éloigner les masses petites-bourgeoises et de ne pas effrayer les prolétaires. D'où la distinction entre force et violence et donc entre violence et terreur, que Lénine qualifiait purement et simplement de contre-révolutionnaire.

(à suivre)

directeur - gérant
F. GAMBINI

Imprimerie « Lino-imp »
1, 3, 5, boulevard Schœssing
MARSEILLE (X^e)
Tél. : 77.92.48

distribué par les N.M.P.P.

Crise monétaire ?... crise du capitalisme !

(Suite de la 1^{re} page)

faiblesse des U.S.A. eux-mêmes. A long terme, le statut du dollar monnaie internationale sera remis en cause, et, dans l'immédiat, le dollar dévalué perd de son pouvoir d'achat lorsqu'une firme U.S. investit à l'étranger. La dévaluation constitue un coup de fouet

Les « accords » douaniers

Quant aux « accords » douaniers (qui en fait ne sont que des concessions que les Américains entendent obliger leurs « partenaires » à consentir), il en fut beaucoup question certes, mais ils sont plus longs et plus difficiles à réaliser.

Le capitaliste peut résoudre les difficultés que lui cause la réévaluation de sa monnaie (c'est-à-dire la hausse du prix de ses marchandises) en extorquant encore plus de plus-value au prolétariat : ainsi en Allemagne, où la monnaie a été plusieurs fois réévaluée ces dernières années, la durée moyenne de la semaine de travail a été accrue, passant de quarante-deux heures par semaine en 1967 à quarante-trois actuellement ; la France, pays dont le « dynamisme de l'économie » fait l'admiration de tous les capitalistes, a la gloire de payer le plus bas prix pour l'heure de travail en Europe (Cf. « Le Monde de l'économie », 30 janvier 1973).

Mais, il en va tout autrement quand il s'agit d'accepter de limiter ses exportations et de laisser aux concurrents étrangers toute la latitude de venir lui faire concurrence sur le marché national. Car alors il s'agit tout simplement de renoncer en partie à réaliser la plus-value dans la sphère de circulation des marchandises (il est évident qu'il ne suffit pas d'extorquer la plus-value aux prolétaires, encore faut-il la réaliser par la vente du produit).

L'exemple du Japon est parti-

aux exportations de marchandises américaines, mais un coup de frein aux exportations de capitaux. Or on sait (Cf. en particulier « Cours de l'impérialisme mondial », *Le prolétaire* n°) que l'Allemagne et le Japon sont devenus exportateurs de capitaux... !

culièrement significatif à cet égard. Malgré la réévaluation relative du yen par rapport au dollar (15,55 % au total) en décembre 1971, il est, pour 1972, encore responsable de près des deux tiers du déficit commercial américain (4 milliards de dollars sur 6,4) (Cf. « Le Monde », 13 février 1973). Il n'est donc pas surprenant que dans les discussions sur les « accords » commerciaux, le ton soit très violent entre le Japon et les U.S.A.... Outre une nouvelle réévaluation du yen, ces derniers exigent du premier qu'il limite ses exportations vers l'Amérique tout en laissant à celle-ci plus de latitude pour ses propres exportations vers le Japon (tant pour les capitaux que pour les marchandises). Il est évident que ce sont là des concessions que le Japon ne peut consentir, même si on lui promet en contrepartie un appui dans son commerce vers l'Europe (ce qui, soit dit en passant, illustre bien la dynamique du capitalisme : chaque pays essaie de se sauver de la crise en la repoussant chez le voisin).

Il est évidemment trop tôt encore pour prévoir quelles concessions seront faites par les uns et les autres. Une chose est certaine cependant : comme l'an dernier les U.S.A. avaient réussi à imposer leur point de vue, ils y parviendront de nouveau pour l'essentiel. Tant au Japon qu'en Europe, on considérera comme une victoire le fait de limiter l'appétit

de l'ogre américain. Il est tout aussi certain que les nouvelles solutions miracles susciteront de

Guerre impérialiste ou révolution prolétarienne

A cette guerre « pacifique » qu'est la guerre commerciale, il n'existe en fait que deux solutions, tout aussi lointaine l'une que l'autre à l'heure actuelle : la guerre impérialiste et la révolution prolétarienne.

Pour le moment, la perspective d'une nouvelle guerre mondiale est encore éloignée, c'est certain. Le Japon et l'Europe (et plus particulièrement l'Allemagne) ont certes retrouvé leur éclat économique d'antan, mais ce fut grâce à l'appui de l'impérialisme américain auquel ils restent encore totalement soumis au point de vue militaire. Quant à la Russie et la Chine, qui ne sont pas touchées directement par la crise actuelle, elles aspirent seulement à une « coexistence pacifique » propice au développement de leurs capitalismes nationaux.

Mais les mêmes causes qui rendent la guerre impérialiste nécessaire et inévitable contribuent en même temps à la rendre possible. D'un côté, l'impérialisme américain doit chercher à diminuer les frais qu'implique son rôle de gendarme mondial, frais qui contribuent pour une large part au déficit de la balance des paiements ; et, le militaire de profession américain étant le soldat le mieux payé du monde, cette exigence sera d'autant accrue par le retour à l'armée de métier, réforme rendue indispensable par la débandade de l'armée américaine au Viet-Nam. Les U.S.A. devront donc poursuivre leur politique d'encouragement au réarmement du Japon et de l'Allemagne. D'autre part, l'extension des relations commerciales avec la Chine et la Russie, rendue nécessaire par le besoin de plus en plus pressant de trouver de nouveaux

grands espoirs dans un premier temps et auront tôt fait de révéler leur impuissance.

débouchés pour les marchandises et les capitaux américains, aura pour corollaire d'impliquer ces pays plus directement dans la crise du capitalisme mondial. L'actualité fournit en toutes ces matières suffisamment d'indices pour démontrer qu'aujourd'hui encore, la guerre impérialiste demeure l'unique solution bourgeoise pour remédier à la crise de surproduction : détruire suffisamment de marchandises pour pouvoir entreprendre un nouveau cycle d'accumulation du capital. C'est là toute la « rationalité » bourgeoise !

Quant à la révolution prolétarienne, seule solution réelle aux maux, non seulement de la classe ouvrière, mais de toute l'humanité, elle était, disait-on, rendue impossible par la prospérité du capitalisme. Cela est vrai... tant que dure cette prospérité ! Or elle s'achève. Nous avons démontré (Cf. *Les U.S.A. sur le volcan*, « Le Prolétaire » n° 139) à quel point la situation se faisait de plus en plus explosive aux U.S.A. à cause de la pression que le ca-

pital est obligé d'exercer sur la classe ouvrière, même et surtout sur son aristocratie ouvrière : les surprofits impérialistes diminuent, la part relative qui en était dédiée aux ouvriers doit donc diminuer aussi. D'ailleurs nous n'avons pas à jouer aux prophètes : il suffit de regarder ce qui se passe aujourd'hui en Angleterre pour avoir une bonne idée de ce qui attend la bourgeoisie américaine. La situation est la même partout ; nous avons vu plus haut que la bourgeoisie tente d'éviter la crise en faisant pression sur le prolétariat. Aussi, celui-ci devra tôt ou tard réagir pour sauver sa peau.

Evidemment, il ne s'agit pas de se leurrer sur la proximité de l'explosion révolutionnaire. Après cinquante ans de contre-révolution, le prolétariat est trop convaincu de la solidarité de ses intérêts avec ceux de son capitalisme national, pour réagir tout de suite violemment à la pression du capital.

Cependant les tendances actuelles laissent entrevoir aux révolutionnaires communistes que, de plus en plus, ils auront à reprendre leur rôle actif dans l'histoire. De nouveaux accords monétaires et douaniers n'y changeront rien !

Le « retour au marxisme » de Mao Tsé-toung

D'après le journal « Le Monde », les nouvelles en provenance de la Chine nous apprennent que la Révolution Culturelle est allée trop loin, que des erreurs « gauchistes » ont été commises. A l'origine de ces erreurs il y aurait, outre l'ambition personnelle de Lin Piao et de sa clique, le manque de culture marxiste de cadres entrés dans le parti pendant la guerre contre les Japonais ou le Kuomintang.

De ce manque de culture, l'ancien maître d'école Mao Tsé-toung s'était rendu compte dès 1970, et depuis les fonctionnaires se réunissent une fois par semaine pour étudier Marx, Engels ou Lénine (et plus rarement Staline, dit-on...). En fait, il s'agit de combattre l'influence idéologique du révisionnisme soviétique — c'est-à-dire russe — qui a influencé les dirigeants du temps de l'amitié entre les deux pays.

Ainsi, au nom de Lénine, pour qui le marxisme est l'analyse concrète d'une situation concrète, on va lutter contre le volontarisme et l'idéalisme de Lin Piao, et justifier l'inégalité des salaires : « L'argent ne doit plus être le critère essentiel, mais il est illusoire de compter seulement sur l'idéal », ou les échecs de la collectivisation dans les campagnes : « ni le niveau de production, ni le niveau de conscience politique ne permettent de brûler les étapes vers le socialisme. »

En réalité, loin de signifier que Mao Tsé-toung serait devenu marxiste, ce retour aux classiques ne sert qu'à justifier — tant bien que mal et sans doute plus mal que bien — la politique de puissance de la Chine bourgeoise. Ainsi se trouve également justifié le rapprochement avec les U.S.A. : Lin Piao aurait en effet suivi une ligne « chauviniste de grande puissance » en politique étrangère. Cela n'est certes pas nouveau : dans l'histoire, les Kautsky, Staline et autres falsificateurs du marxisme se sont toujours servi de la « dialectique » et du « retour à Marx » pour masquer leurs sophismes, contribuer à l'écrasement du prolétariat et justifier la défense des intérêts d'un Etat national. C'est de même en se référant (de façon de plus en plus lointaine il est vrai) à Marx et à Lénine que les opportunistes du P.C.F. ou des divers mouvements gauchistes justifient, qui le passage pacifique au socia-

lisme, qui le front unique ou le programme de transition et autres subtilités ou contorsions tactiques.

Les communistes ne reprochent pas aux fonctionnaires chinois, pas plus qu'à Mao Tsé-toung, Staline, Kautsky ou Marchais, de ne pas avoir lu, ou d'avoir mal lu Marx et Lénine. Les cadres chinois prendraient-ils des leçons de marxisme tous les jours plutôt qu'une fois par semaine qu'ils n'en deviendraient pas communistes pour autant. Le problème n'est pas idéologique, encore moins culturel. L'Histoire n'est pas le résultat de conflits d'idées jaillies dans le cerveau de grands hommes ou dans l'esprit des masses, mais de conflits de forces matérielles. Mao Tsé-toung est l'authentique représentant d'une révolution bourgeoise que toutes les références à Marx ne transformeront pas en révolution prolétarienne. Et quel que soit le responsable de la politique extérieure chinoise, celle-ci ne peut que défendre les intérêts bourgeois de l'Etat chinois.

Ceci fournit l'occasion de dénoncer l'illusion de certains intellectuels petits - bourgeois consistant à croire qu'il suffit de faire lire aux prolétaires — ou aux membres d'autres classes sociales — les grands textes du marxisme pour qu'ils soient convaincus de la justesse des idées socialistes, ce qui permettrait l'écrasement de l'ancien système honni de tous. La Gauche communiste d'Italie, notre courant, s'est d'ailleurs élevée dès sa naissance contre cette illusion culturaliste, caractéristique de l'idéalisme petit-bourgeois et de ses représentants politiques.

Le marxisme n'est pas une belle idéologie, mais l'arme du prolétariat dans la lutte des classes. Et c'est la lutte des classes, et non un fantomatique conflit d'idées, qui permettra de renverser l'ordre capitaliste.

La lutte contre le réformisme

(Suite de la 1^{re} page)

couches achetées par le capitalisme (défense de la sacrosainte hiérarchie !). C'est en parfaite cohérence avec ses principes qu'il défend non pas la lutte des classes mais les prétendus « intérêts communs » à la production capitaliste et aux travailleurs, subordonnant ainsi les intérêts des travailleurs à ceux de l'entreprise et de l'entreprise nationale [chez Bull défense de l'entreprise contre Honeywell]. C'est en parfaite cohérence avec ses principes qu'il recherche dans les conflits l'arbitrage de l'Etat qu'il prétend au-dessus des classes (dans la grève de Bull, à la solidarité de classe furent opposés des cortèges auprès du député gaulliste, du conseil de prud'hommes et du bureau de la main-d'œuvre). Si ces principes du réformisme signifient sur le plan économique sabotage des luttes prolétariennes, ils signifient sur le plan politique défense de l'Etat dans les conflits impérialistes, dans les brigandages coloniaux, dans la révolution.

Le marxisme révolutionnaire a toujours opposé à cette orientation réactionnaire une orientation radicalement différente. La société bourgeoise est historiquement destinée à mourir de mort violente, car elle ne peut pas ne pas faire naître des antagonismes insurmontables qu'elle tente de contrôler en renforçant constamment la machine d'oppression qu'est l'Etat. Mais en même temps, elle crée une classe qu'elle pousse nécessairement à la lutte et à l'organisation : le prolétariat qui, parce qu'il n'a rien à défendre dans cette société, est la seule classe capable de détruire l'Etat bourgeois, et d'instaurer sa propre dictature de classe, absolument nécessaire pour balayer tous les obstacles qui s'opposent à l'avènement du communisme qui ne connaît ni marché, ni salaire, ni capital, ni frontières, ni classes sociales et donc pas d'Etat.

C'est conformément à ses buts, à son programme et à ses principes que le marxisme révolutionnaire met en avant dans les luttes économiques les objectifs communs à l'ensemble des prolétaires, toutes les méthodes qui favorisent « l'union grandissante des travailleurs », qu'il met en avant la nécessité de la destruction révolutionnaire des rapports sociaux bourgeois, qu'il met en avant la nécessité de la centralisation, de l'unification et de l'organisation de toutes les luttes prolétariennes en liaison étroite avec ses buts révolutionnaires.

Il n'y a jamais eu et il ne peut y avoir de position intermédiaire entre l'orientation réformiste et l'orientation révolutionnaire dans la préparation et la direction de la lutte prolétarienne, même sur le plan économique. Tous ceux qui tentent de faire le lien entre réformisme et communisme, qui prétendent représenter les intérêts de la lutte ouvrière et qui en même temps prétendent pouvoir les concilier dans l'action commune avec la pratique et l'action politique du réformisme, sont en réalité du côté du réformisme, du côté de la conservation sociale, contre les intérêts de classe du prolétariat.

C'est le cas de la C.F.D.T. dont le programme et la vision politique (l'autogestion, la démocratie économique mettant derrière un paravent l'Etat bourgeois) sont en réalité des armes pour confiner la lutte ouvrière dans les limites de l'entreprise, alors que la lutte tend naturellement à briser ces limites. Le fédéralisme et l'autonomie de la C.F.D.T. découlent de son programme et l'empêchent d'être une force (car la force suppose centralisation et discipline) et en tout cas une force d'autant moins capable de s'opposer à la C.G.T. qu'elle a la même vision réformiste de replâtrage du capitalisme, la même vision pacifiste de conciliation des intérêts de la production, du progrès bourgeois et de ceux

du prolétariat, bref la même vision réactionnaire de collaboration des classes.

L'attitude de la C.F.D.T. dans les luttes économiques est nécessairement liée à son orientation : elle aussi participe aux luttes et tente de les diriger sans se mettre en contradiction avec ses principes et sa vision politiques : son prétendu « radicalisme » a pour limites les murs de l'entreprise et tourne donc résolument le dos à la lutte de classe. La grève chez Bull a confirmé tout cela : le verbiage faussement extrémiste et l'aplatissement lamentable devant la force organisée : devant la direction sans aucun doute, mais également devant la C.G.T. (et le fait que la C.G.T. soit tout à fait minoritaire dans cette entreprise, même par rapport à la C.F.D.T., et qu'elle ait réussi à imposer sa direction à la lutte malgré tout et contre tous les travailleurs les plus résolus n'en est qu'une confirmation supplémentaire) ; les gestes théâtraux (ne pas signer les accords après avoir tout le temps négocié comme si la grève n'existait pas), en bref, la double politique, qui n'est dans les faits pas autre chose, indépendamment des volontés individuelles et des illusions, que la division du travail entre C.G.T. et C.F.D.T. pour empêcher que la lutte ouvrière ne devienne une lutte de classe.

Tel est le sort réservé par le développement des antagonismes de la société bourgeoise elle-même à tous ceux (et les gauchistes de tout poil sont de ce nombre) qui cherchent ou croient avoir trouvé des passerelles ou des tions entre l'orientation réformiste et l'orientation révolutionnaire.

Les conditions de la renaissance du mouvement de classe du prolétariat se forment dans le combat politique contre la bourgeoisie et contre le réformisme qui annonce et préfigure les affrontements révolutionnaires que doit provoquer demain le déchainement des antagonismes de la société bourgeoise.